

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MACHAON**

3 Avenue du 106ème Régiment d'Infanterie  
51000 Châlons-en-Champagne

Références : n° D3 i 2024 - 290  
Code AIOT : 0005704963

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2024 dans l'établissement MACHAON implanté 3, avenue du 106ème Régiment d'Infanterie 51000 Châlons-en-Champagne. L'inspection a été annoncée le 28/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection a été diligentée afin de faire le point sur les actions réalisées par l'exploitant sur les thématiques des émissions diffuses et du risque incendie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MACHAON
- 3, avenue du 106ème Régiment d'Infanterie 51000 Châlons-en-Champagne
- Code AIOT : 0005704963
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MACHAON est autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation n° 2016-A-101-IC du 01/07/2016 modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2020-A-27-IC du 07/02/2020 et n° 2022-APC-134-IC du 25/07/2022, à exploiter une usine de valorisation du polyéthylène basse densité (PEBD) des plastiques de la filière agricole (films de paillage, films d'ensilage, films d'enrubannage ....) et de la collecte sélective réalisée auprès des particuliers, sous la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées.

L'établissement est implanté dans les anciens locaux de la société Air liquide dont l'activité a cessé en décembre 2014.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Odeurs
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Exercice incendie	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'action de limitation d'odeur	Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 5	Sans objet
2	Fréquence de surveillance des émissions atmosphériques canalisées	Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 13	Sans objet
3	Valeurs limites des émissions atmosphériques canalisées	Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 8	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le site fait l'objet de plaintes de riverains sur les odeurs depuis plusieurs années. L'exploitant assure un suivi de ces plaintes et a engagé plusieurs études et actions en ce sens pour améliorer la situation. L'inspection constate que l'exploitant a réalisé des analyses conformes, qu'il continue à mettre en œuvre des études et des actions de réduction des émissions olfactives de son site. Par sondage l'inspection n'a pas constaté d'écart aux prescriptions.

Cependant, des écarts ont été constatés à la suite de l'exercice incendie du 22/02/2024 et l'inspection attend de l'exploitant des justificatifs sous 1 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan d'action de limitation d'odeur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réduction des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]L'exploitant propose un plan d'action pour traiter et réduire les émissions issues du site avant rejet à l'atmosphère.[...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé une étude de solutions aérauliques datée du 24/09/2023 pour établir un plan d'actions de limitation des émissions du site. L'exploitant indique que les actions suivantes préconisées par l'étude sont prévues prochainement : <ul style="list-style-type: none"><li>- le capotage de la zone granulés ;</li><li>- mise en place d'une écluse au niveau du cyclone du big-bag extérieur, prévu pour mai 2024.</li></ul> L'inspection a constaté que l'exploitant a également mis en place des portes automatiques entre les zones de production et de stockage de matière afin de limiter les flux d'airs intérieurs.  L'exploitant indique réfléchir à tester une nouvelle solution de pulvérisation/nébulisation avec un produit neutralisant les odeurs à l'intérieur des bâtiments. Un test est envisagé en juin 2024 afin d'analyser les premiers résultats.  Enfin l'exploitant envisage, en avril 2024, de tourner les bouches d'air d'extraction des cyclones des machines à laver afin de diminuer le brassage d'air dans cette zone « grue ».  L'inspection constate que l'exploitant continue à mettre en œuvre des actions pour limiter les émissions diffuses. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Fréquence de surveillance des émissions atmosphériques canalisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des fréquences
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 13 : Surveillance des émissions atmosphériques L'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 est complété comme suit : Une analyse semestrielle de la qualité des rejets issus de la cheminée des tritrateurs est réalisée par un organisme compétent. Elle porte sur l'ensemble des paramètres fixés à l'article 3.2.3. La première mesure est réalisée avant le 30 juillet 2022
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser un contrôle sur les rejets atmosphériques de la cheminée du tritrateur le 10/02/2023. L'inspection a fait réaliser un contrôle inopiné sur les rejets atmosphériques de la cheminée du tritrateur le 26/07/2023.  Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est attendu une nouvelle analyse pour le premier semestre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Valeurs limites des émissions atmosphériques canalisées****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 8**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des VLE**Prescription contrôlée :**

[...] Les rejets issus de la cheminée du triturateur respectent les valeurs maximales suivantes : La vitesse du rejet est au moins égale à 5 m/s

Paramètres	Concentration		Flux horaire maximal
	Unité	Valeur limite	
Sulfure d'hydrogène (H <sub>2</sub> S)	mg/Nm3 exprimé en H2S sur gaz sec	5	25 g/h
Ammoniac (NH <sub>3</sub> )	mg/Nm3 exprimé en H2S sur gaz sec	20	100 g/h
Poussières	mg/Nm3 sur gaz sec	10	50 g/h
Composés organiques volatils totaux (COVT)	mg/Nm3 exprimé en C sur gaz sec	110	550 g/h
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)	mg/Nm3 exprimé en C sur gaz sec	110	550 g/h
Méthane (CH <sub>4</sub> )	mg/Nm3 exprimé en C sur gaz sec	50	250 g/h
Composés organiques volatils (COV) annexe 3	mg/Nm3 sur gaz sec	20	100 g/h
Acétaldéhyde	mg/Nm3 exprimé en C sur gaz sec	10	50 g/h
Chlorure d'hydrogène	mg/Nm3 exprimé en Hcl sur gaz sec	50 (si flux > 1kg/h)	250 g/h
Fluorure d'hydrogène	mg/Nm3 exprimé en HF sur gaz sec	5	25 g/h

**Constats :**

Les résultats des deux rapports d'analyses de 2023 sont conformes aux valeurs limite d'émission imposées à l'exploitant.

Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Exercice incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fréquence et contenu de l'exercice
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant procède à au moins un exercice incendie annuel afin d'éprouver sa capacité à réagir en termes de détection, d'alerte, d'évacuation, de première intervention et de confinement des eaux d'extinction.
<b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé un exercice interne incendie le 22/02/2024.  Les résultats de l'exercice montrent des écarts, notamment sur : la perception de l'alarme ; le comptage des personnes évacuées ; la mise en place des barrières de rétention ; la fermeture des portes coupes feu ; l'accès aux réserves d'eau pour les pompiers ;  Le jour de la visite, l'inspection a constaté qu'une des barrières de rétention du bâtiment d'expédition était défaillante (passage d'eau possible dans une gaine technique sous le muret de rétention). Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection le 27/03/2024 la preuve de la résorption de la défaillance.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous un délai de 1 mois : <ul style="list-style-type: none"><li>la justification de la mise en œuvre d'actions correctives des écarts de l'exercice incendie du 22/02/2024 ;</li><li>la justification de l'installation des deux dernières barrières de rétention des eaux d'incendie (porte piéton production et quai bâtiment expédition).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois